



COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS ROUSSILLONNAIS

COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE **DU MERCREDI 25 NOVEMBRE 2015**

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN
ANJOU
ASSIEU
AUBERIVES SUR VAREZE
BOUGE CHAMBALUD
CHANAS
LA CHAPELLE DE SURIEU
CHEYSSIEU
CLONAS SUR VAREZE
LE PEAGE DE ROUSSILLON
ROUSSILLON

SABLONS
ST ALBAN DU RHONE
ST CLAIR DU RHONE
ST MAURICE L'EXIL

ST PRIM
ST ROMAIN DE SURIEU
SALAISE SUR SANNE
SONNAY
VERNIOZ
VILLE SOUS ANJOU

M. MONTEYREMARD
M. ROZIER
M. MONNET
M. CORTES
Mme FAYOLLE
M. GUERRY, Mme COULAUD
M. GIRARD (points 1 à 5)
Mme PIZZINATO
M. VIALLATTE
Mme LHERMET, MM ROBERT-CHARRERAU, GABET
M. DURANTON (points 1 et 2), Mmes VINCENT,
LAMBERT (points 1 et 2), KREKDJIAN, MM CANARIO,
BEDIAT
Mme DI BIN
M. CHAMBON
M. MERLIN, Mme GUILLON, M. PONCIN
M. GENTY, Mmes CHARBIN, CHOUCANE,
MM CHARVET, MONDANGE
M. GERIN
M. MOUCHIROUD
Mmes GIRAUD, MEDINA, M. VIAL
M. LHERMET
M. TRAYNARD
M. SATRE

EXCUSES AVEC POUVOIR : M. GIRARD à M. CHARVET (à partir du point 6), M. SPITTERS à Mme LHERMET, M. DURANTON à Mme VINCENT (à partir du point 3), Mme LAMY à M. ROBERT CHARRERAU, Mme LAMBERT à Mme KREKDJIAN (à partir du point 3), Mme DUGUA à M. GERIN, M. CAYOT à M. CANARIO, M. LEMAY à Mme DI BIN, M. PERROTIN à Mme MEDINA.

ABSENTE : Mme MASSON.

Monsieur Christian MONTEYREMARD a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire en demandant une minute de silence en hommage aux victimes des attentats de Paris. Aucune observation n'est faite sur le compte-rendu de la séance du 21 octobre dernier. Il aborde ensuite l'ordre du jour du conseil communautaire.

1/ Avis sur le schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI).

- Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) notifié par Monsieur le Préfet de l'Isère. Il présente le projet de délibération du conseil communautaire joint au compte-rendu de la présente séance qui formule une double position :

- * Avis négatif sur l'orientation de fusion de la CCPR avec la communauté d'agglomération qui serait issue de la fusion entre ViennAgglo et la communauté de communes de la région de Condrieu.
- * Avis favorable pour un rapprochement de la CCPR avec la communauté de communes du territoire de Beaupaire si celle-ci en présente la demande et selon la forme que cette dernière souhaitera.

- Francis Charvet rappelle que le pays roussillonnais (EPCI et communes) s'est déjà exprimé contre le projet de fusion avec ViennAgglo lors du précédent SDCI et précise les motifs de la position de la CCPR :

- La CCPR est une intercommunalité de 50 000 habitants fondée sur un périmètre géographique pertinent qui exerce de nombreuses compétences. Une fusion avec ViennAgglo n'apporterait pas d'atouts complémentaires en termes de développement économique ou d'aménagement de l'espace.
- Une fusion avec ViennAgglo n'est pas conforme au SCOT qui relève que l'essentiel du développement démographique et économique du pays roussillonnais se situe au sud de la CCPR au contact direct du nord Drôme, du bassin annonéen, du territoire de Beaupaire.
- La création d'un EPCI de 140 000 habitants dans l'ensemble de 240 000 habitants que constitue l'espace de vie du SCOT créera un déséquilibre dans les relations entre les EPCI.
- Une fusion ne peut réussir que si elle repose sur un projet de territoire commun, une volonté partagée de travailler ensemble au sein d'une même intercommunalité ce qui n'est pas le cas des relations entre ViennAgglo et la CCPR.

- Francis Charvet rappelle par ailleurs les discussions engagées avec la communauté de communes du territoire de Beaupaire qui ont fait ressortir les cohérences entre les 2 territoires. Il est donc proposé que le conseil communautaire se prononce sur un rapprochement avec la CCTB si cette dernière le souhaite et selon la forme qu'elle désire y donner.

- Le débat est engagé à la suite de cette présentation :

▪ Robert Duranton demande un vote séparé sur les 2 questions : orientation de fusion avec ViennAgglo et rapprochement avec la CCTB. Il expose que le conseil municipal de Roussillon ne s'est prononcé que sur le premier point en exprimant un avis défavorable sur la fusion avec ViennAgglo car la CCPR est autosuffisante et peut continuer à exister dans sa configuration actuelle. Quant à la CCTB, il appartient à cette dernière de se prononcer sur son devenir et la CCPR n'a pas à délibérer sur cette question.

▪ Patrick Bédiaat partage la position de Robert Duranton et demande aussi un double vote. Par un vote unique, on associe une réponse à une question et une proposition. Il regrette que le débat sur le rapprochement avec la CCTB n'ait pas été porté en conseil communautaire et que par le vote proposé on se substitue à la CCTB. Il regrette également l'arrêt de la réflexion sur l'élaboration du schéma de territoire du pays roussillonnais qu'il conviendrait de relancer au sein des différentes instances communautaires (commissions ou conseil).

▪ Francis Charvet estime que les 2 questions qui ont trait au SDCI sont liées. Le Bureau, dans sa quasi-unanimité à l'exception notamment du maire de Roussillon, s'est prononcé après débat pour une seule délibération. Il rappelle également que le conseil communautaire, dans le cadre d'un débat à huis clos, s'est exprimé en faveur d'un rapprochement avec la CCTB.

▪ Claude Lhermet constate que la CCTB doit prendre position. La CCPR ne prend pas de décision à sa place ; elle ouvre la porte à un rapprochement si la CCTB le souhaite.

- Denis Chambon constate que l'orientation de fusion CCPR - ViennAgglo - communauté de communes de la région de Condrieu créerait un ensemble de 140 000 habitants aux modalités de gestion délicates d'où la position négative de la CCPR sur cette orientation de fusion. Par contre, la CCPR doit aussi faire preuve de volonté d'ouverture, ce qui est le cas avec la CCTB.
- Robert Duranton note que la CCTB a demandé un délai supplémentaire de réflexion pour se prononcer sur son devenir. Il rappelle qu'il n'est pas opposé à un rapprochement avec la CCTB.
- Francis Charvet expose qu'un regroupement avec la CCTB permettrait la constitution d'un EPCI de 70 000 habitants, taille de plusieurs intercommunalités du schéma. Le pays roussillonnais ne doit pas s'isoler ; il doit faire preuve d'ouverture lorsque les conditions sont réunies.
- André Mondange expose qu'on peut avoir des avis différents ; il n'est pas favorable aux évolutions actuelles des périmètres des intercommunalités mais il ne faut pas faire la politique de l'autruche. Il est préférable de ne pas se contenter de répondre à des prescriptions ou orientations ; il faut aussi pouvoir faire des propositions.

Le texte de la délibération, proposé par le bureau communautaire, est adopté par 35 voix pour, 1 contre, 7 abstentions.

2/ Révision du SCOT.

Serge Rault présente un document joint au présent compte-rendu mettant en parallèle la note précisant les enjeux de l'Etat pour la révision du SCOT des Rives du Rhône et la réponse du syndicat mixte des Rives du Rhône (SMRR).

Les points de discussion suivants sont abordés :

- L'importance des liens de complémentarité entre les secteurs de Roussillon et Saint Rambert d'Albon.
- Les objectifs de densité de logement : le SMRR considère inopportun de relever les objectifs de densité des communes urbaines relevant de la loi SRU.
- La localisation des logements sociaux et le bonus pour le logement social : le SMRR s'interroge sur la volonté de l'Etat de ne plus attribuer de bonus aux communes rurales, ce qui risque de bloquer de nombreux projets de développement.
- Le SMRR relève sur plusieurs sujets qu'il n'a pas vocation à se substituer aux EPCI (étude sur la vacance de logements, schéma de développement économique à l'échelle du SCOT, état des lieux des friches commerciales ...).
- Interrogations sur d'éventuelles prescriptions de réductions des surfaces économiques.
- Transports : le SMRR n'envisage pas d'assurer la gouvernance des transports sur tout le territoire, des solutions plus souples (conventions) étant envisageables.
- Demande par le SMRR de la prise en considération du caractère en grande partie péri urbain et rural du territoire des Rives du Rhône avec une volonté de développement des villages, de prise en compte de l'importance des réseaux routiers. Le rendu d'étape de l'étude multimodale de déplacement Rhône Médian a d'ailleurs motivé des réactions de plusieurs EPCI pour obtenir une meilleure prise en compte des aménagements structurants à réaliser sur le réseau routier.

3/ Politique de la ville : création d'un poste d'adulte-relais.

Marie-Hélène Vincent expose que la politique de la ville s'appuie pour partie sur des conseils citoyens. L'Etat propose de participer au financement d'un poste d'adulte relais ayant pour mission d'accompagner ces conseils citoyens. Il est proposé que ce soit la CCPR qui porte ce poste.

L'adulte relais a pour mission d'accompagner le conseil citoyens, d'assurer le suivi et la mise en œuvre des actions au plus près des porteurs. Il est recruté sur la base d'un contrat d'1 an renouvelable 2 fois ; il doit avoir au moins 30 ans, être sans emploi, résider dans un des 2 quartiers prioritaires. Le coût annuel du poste est de 30 104 € pour un temps complet et 24 076 € pour 80 % d'un temps complet ; l'Etat finance plus de 60 % du poste ce qui laisse à la charge des collectivités locales 11 281 € pour un temps plein et 9 018 € pour 80 % d'un temps complet.

Le Bureau propose au conseil communautaire la création de ce poste sous réserve que la dépense non prise en charge par l'Etat ou d'autres structures soit partagée en 3 parts égales entre la CCPR, les communes du Péage de Roussillon et de Roussillon.

Francis Charvet précise qu'il est proposé la création d'un poste à 80 % d'un temps complet et que les communes du Péage de Roussillon et de Roussillon acceptent la proposition de répartition financière.

- André Mondange relève qu'un tel poste peut agir dans le domaine de la prévention et qu'il serait souhaitable que la CCPR puisse intervenir sur d'autres communes.

Le conseil communautaire, par un vote unanime, décide la création sur les bases proposées d'un poste adulte relais à 80 % d'un temps complet.

4/ Convention d'études avec l'EPORA.

- Francis Charvet expose que le Bureau propose au conseil communautaire la signature avec l'EPORA d'une convention d'étude de gisements fonciers devant permettre :

- d'avoir une vision plus claire des tènements économiques / friches privés, mutables à court / moyen et long termes, sur son territoire intercommunal.
- d'estimer les potentiels fonciers existants en zone d'activités de compétence communale, pour évaluer le degré d'intervention de la communauté de communes nécessaire sur ces zones.
- développer une approche prospective de ces fonciers et définir quels types d'activités pourraient y être développés.
- d'évaluer l'impact de la problématique PPRT sur les potentiels fonciers économiques concernés.

- L'EPORA serait maître d'ouvrage des études et prestations faites au titre de cette convention. Le montant maximum de l'étude est fixé à 50 000 € HT, financé pour 80 % par l'EPORA.

Le conseil communautaire unanime approuve la signature de cette convention.

5/ Convention de partenariat pour le parking de covoiturage de Chanas.

Francis Charvet expose que le Bureau propose au conseil communautaire la signature d'une convention de partenariat portant sur la réalisation d'un parking de covoiturage à proximité de l'échangeur autoroutier de Chanas. La convention associe les Autoroutes du Sud de la France, les 5 EPCI de l'entente TRIDAN, les départements de l'Isère, la Drôme, l'Ardèche. ASF est maître d'ouvrage des travaux.

Ce projet se caractérise par l'aménagement de 114 places de stationnement sécurisées, destinées à recevoir des véhicules légers, pour de courtes durées et la création d'un arrêt minute pour bus y compris l'abri d'attente. Celui-ci sera gratuit les 24 premières heures, puis la tarification est progressive en fonction de la durée d'utilisation.

La localisation du parking de covoiturage nécessite des travaux conséquents pour assurer sa desserte : réalisation d'un raccordement à la voirie existante avec élargissement du chemin d'accès actuel. Ces travaux d'un montant de 387 100 € HT sont entièrement financés par ASF. ASF sollicite les collectivités locales pour le cofinancement du parking de covoiturage pour un montant de travaux de 460 000 € HT.

- L'ensemble des travaux s'élève à 847 100 € HT selon la clé de répartition financière suivante :

- | | |
|---|---|
| • ASF : | 75,57 % |
| • Département de l'Isère : | 10,86 % |
| • Département de la Drôme : | 4,07 % |
| • Département de l'Ardèche : | 4,07 % |
| • Communauté de Communes du Pays Roussillonnais : | 2,76 % (dont 1,40 % au titre de TRIDAN) |
| • Communauté d'Agglomération du Bassin d'Annonay : | 0,90 % |
| • Communauté de Communes du territoire de Beaupaire : | 0,53 % |
| • Communauté de Communes Vivarhône : | 0,32 % |
| • Communauté de Communes Porte de DromArdèche : | 0,93 % |

- Chacune des parties est donc engagée à hauteur des montants HT suivants :

- ASF : 640 100 € HT
(dont 387 100 € pour la voie)
- Département de l'Isère : 92 000 € HT
- Département de la Drôme : 34 500 € HT
- Département de l'Ardèche : 34 500 € HT
- Communauté de Communes du Pays Roussillonnais : 23 346 € HT dont 11 846 €
au titre de la participation de l'entente TRIDAN
- Communauté d'Agglomération du Bassin d'Annonay : 7 585 € HT
- Communauté de Communes du territoire de Beaurepaire : 4 450 € HT
- Communauté de Communes Vivarhône : 2 706 € HT
- Communauté de Communes Porte de DromArdèche : 7 913 € HT

- En réponse à une question de Dominique Lhermet sur la suffisance d'un parking de 114 places, Jean-Louis Guerry précise qu'un espace reste disponible pour permettre son extension.

Le conseil communautaire unanime approuve la convention de partenariat pour le parking de covoiturage de Chanas.

6/ Election au sein de structures supra communautaires.

Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à procéder au remplacement d'Hasan Sener qui siégeait au sein de différentes instances :

- Syndicat mixte des Rives du Rhône (SCOT) : délégué titulaire.
- Syndicat mixte Rhône Pluriel : délégué suppléant.
- Syndicat mixte de la ZIP : délégué suppléant.
- SPL Isère Aménagement : suppléant pour attester du contrôle analogue.
- Agence départementale d'information sur le Logement en Isère (ADIL) : délégué.
- Comité Technique (ex CTP) : délégué suppléant.
- Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : délégué suppléant.

- Le vote à bulletin secret pour le poste de délégué titulaire de la CCPR au syndicat mixte des Rives du Rhône donne les résultats suivants :

- Votants : 43
- Daniel Robert Charrerau : 23 voix (élu)
- Claude Lhermet : 20 voix

- Le vote à bulletin secret pour le poste de délégué suppléant au syndicat mixte Rhône Pluriel donne les résultats suivants :

- Votants : 43
- Blancs : 3
- Daniel Robert Charrerau : 14 voix
- Claude Lhermet : 25 voix (élu)
- Christine Masson : 1 voix

- Le vote à bulletin secret pour le poste de délégué suppléant au syndicat mixte de la ZIP Salaise-Sablons donne les résultats suivants :

- Votants : 43
- Daniel Robert Charrerau : 14 voix
- Claude Lhermet : 19 voix
- Patrick Bédiaat : 10 voix

Aucun candidat n'ayant la majorité absolue des suffrages exprimés, un second tour est organisé.

2nd tour :

- Votants : 43
- Blancs : 5
- Daniel Robert Charrerau : 15 voix
- Claude Lhermet : 23 voix (élu)

- Par un vote unanime, le conseil communautaire décide de procéder à main levée à l'élection d'un délégué suppléant pour attester du contrôle analogue à la SPL Isère Aménagement. Par un vote unanime moins 1 abstention, Daniel Robert-Charrerau est élu à ce poste.
- Par un vote unanime, le conseil communautaire décide de procéder à main levée à l'élection du délégué de la CCPR à l'agence départementale d'information sur le logement en Isère. Par un vote unanime, Stéphane Spitters est élu à ce poste.
- Par un vote unanime, le conseil communautaire décide de procéder à main levée à l'élection d'un délégué suppléant au comité technique. Par un vote unanime moins 1 abstention, Daniel Robert-Charrerau est élu à ce poste.
- Par un vote unanime, le conseil communautaire décide de procéder à main levée à l'élection d'un délégué suppléant au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Par un vote unanime moins 1 abstention, Daniel Robert-Charrerau est élu à ce poste.

7/ Centre Aquatique Aqualône : tarifs 2016.

Francis Charvet rappelle que la communauté de communes du pays roussillonnais a confié à la société Vert Marine, par délégation de service public, l'exploitation du centre aquatique Aqualône, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2013.

- L'article 23 de la convention, « Tarifs et révision », indique les conditions applicables à la révision des tarifs du service d'exploitation du centre aquatique Aqualône. Les tarifs sont proposés par le délégataire et communiqués pour approbation à l'autorité délégante. Ils sont indexés selon la formule de révision des prix indiquée dans la convention. Si l'autorité délégante décidait de ne pas faire jouer l'indexation ou de ne la faire jouer que partiellement, sans suivre l'avis motivé du délégataire, elle s'engagerait à prendre à sa charge le différentiel entre le prix issu de l'indexation et le nouveau prix arrêté.

- L'indexation sur la formule de révision (indices eau, électricité, gaz, salaires, autres charges) induit une hausse moyenne de 2,49 %. Le conseil communautaire unanime approuve la grille tarifaire d'Aqualône 2016 applicable au 1^{er} janvier jointe au présent compte-rendu.

8/ Tarifs cours de natation scolaire.

- Francis Charvet rappelle que, par délibération du 20 mai 2015, le conseil communautaire a décidé d'harmoniser les tarifs des cours de natation scolaire en vigueur sur la piscine Charly Kirakossian et Aqualône en les fixant comme suit :

- Ecole primaire CCPR : 100,10 € / créneau horaire.
- Ecole primaire extérieure à la CCPR : 133,15 € / créneau horaire.

- Au vu de l'évolution de la grille tarifaire d'Aqualône, il est proposé, à compter du 1^{er} janvier 2016, d'appliquer les mêmes tarifs pour les cours dispensés à la piscine Charly Kirakossian soit :

- Ecole primaire CCPR : 102,60 € / créneau horaire.
- Ecole primaire extérieure à la CCPR : 136,45 € / créneau horaire.

- Sur question de Patrick Bédia, Francis Charvet précise que plusieurs communes extérieures à la CCPR fréquentent ces 2 équipements.

Le conseil communautaire unanime approuve les nouveaux tarifs des cours de natation scolaire.

9/ Finances.

9.1/ Décision modificative n°1 au BP 2015.

Francis Charvet présente au conseil communautaire la DM1 au BP 2015 (budget général) ci-dessous qui concerne les opérations suivantes :

- * Des écritures d'amortissements de subventions (2 500 €) qui se neutralisent sur les comptes 13931 et 777.
- * Des crédits supplémentaires de TVA (11 000 €) inscrits sur 2 comptes de recettes (21731 et 2762) pour un compte de dépenses (2762) ce qui dégage une recette supplémentaire de 11 000 €.

- * La recette supplémentaire de 11 000 € est affectée pour 2 500 € en crédits supplémentaires au compte 6541 (admissions en non-valeur) et pour le solde en réduction du montant d'emprunts.

Sens	Chapitre	Compte	Libellé	BP 2015	DM 1	BP + DM
DI	040	13931	Subventions DETR 2014 amortissables	0,00	2 500	2 500,00
DI	041	2762	Créances sur transfert droit TVA	20 000,00	11 000	31 000,00
RI	041	21731	Bâtiments publics	20 000,00	11 000	31 000,00
RI	27	2762	Créances sur transfert droit TVA	20 000,00	11 000	31 000,00
RI	16	1641	Emprunts 2015	1 481 114,88	- 8 500	1 472 614,88
RF	042	777	Subventions d'investissement N-1 amortissables	9 531,84	2 500	12 031,84
DF	65	6541	Admissions en non-valeur	13 000,00	2 500	15 500,00

Le conseil communautaire unanime approuve cette DM1 au BP 2015.

9.2/ Emprunts STEP des Blâches.

Francis Charvet expose que le budget annexe 2015 de la régie d'assainissement a intégré un montant d'emprunts de l'ordre de 1 752 000 €. Le Président a une délégation de compétence pour un montant d'emprunts limité au niveau de l'inscription budgétaire soit 1 752 000 €.

Il est proposé, au titre du financement de la reconstruction de la station d'épuration des Blâches, de conclure un emprunt global avec la Caisse des Dépôts pour un montant de 6 900 000 € au taux du livret A + 0,75 % selon les caractéristiques suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques	PSPL	PSPL	PSPL
Enveloppe	Enveloppe PCV/EAU	Enveloppe PCV/EAU	Enveloppe PCV/EAU
Montant	3 519 000 €	2 760 000 €	621 000 €
Commission d'instruction	2 110 €	1 650 €	370 €
Pénalité de dédit	1 %	1 %	1 %
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de la période	1,51 %	1,51 %	1,51 %
TEG	1,51 %	1,51 %	1,51 %
Phase de préfinancement			
Durée du préfinancement	24 mois	12 mois	36 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	Livret A + 0,75 %	Livret A + 0,75 %	Livret A + 0,75 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement périodique	Paiement périodique	Paiement périodique
Périodicité du règlement des intérêts de préfinancement	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
Phase d'amortissement			
Durée	20 ans	20 ans	20 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	0,75 %	0,75 %	0,75 %
Taux d'intérêt	Livret A + 0,75 %	Livret A + 0,75 %	Livret A + 0,75 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)	Amortissement prioritaire (échéance déduite)	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire sur durée résiduelle	Indemnité forfaitaire sur durée résiduelle	Indemnité forfaitaire sur durée résiduelle

Taux (Tx) utilisé pour calculer l'indemnité forfaitaire	0,35 %	0,35 %	0,35 %
Modalité de révision	SR	SR	SR
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %	0 %	0 %

- André Mondange précise que le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable sur le dossier de la STEP des Blâches, avec une réserve pour le collecteur de raccordement concernant les communes de Limony et Serrières qui ne remet pas en cause le projet ce qui devrait rapidement lever les freins à la poursuite de l'urbanisation du territoire. Francis Charvet précise que les travaux, d'une durée de 18 mois, devraient pouvoir être engagés début 2016.

- Le conseil communautaire unanime approuve la signature avec la Caisse des Dépôts et Consignations des contrats d'emprunts aux conditions exposées ci-dessus.

10/ Charte forestière de Bas Dauphiné et Bonnevaux.

Luc Satre présente les différentes délibérations relatives à la charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux, administrée dans le cadre d'une entente regroupant 5 EPCI.

10.1/ Mise à jour du cadrage budgétaire 2015.

La baisse du taux de subvention de l'Europe (FEADER) n'a pu être totalement compensée par diverses économies ; la participation des EPCI est ainsi passée de 25 000 € à 28 103 €.

Le conseil communautaire unanime approuve une hausse de 432,10 € de la participation de la CCPR qui passe de 4 233 € à 4 665,10 €.

10.2/ Validation des demandes de subvention pour l'animation 2016.

Le budget prévisionnel 2016 de l'action « animation et communication de la charte forestière » s'établit à 46 050 €.

Le conseil communautaire unanime valide ce budget ainsi que les demandes de subventions présentées au FEADER (40 % de la dépense soit 18 420 €), à la Région au titre du CDDRA Bièvre Valloire (20 % de la dépense soit 9 210 €) ce qui fixe un montant de participation des EPCI de 18 420 €.

10.3/ Convention avec le centre régional de la propriété forestière (CRPF).

Cette convention avec le CRPF concerne 2 actions : l'accompagnement de l'animation de la charte, création d'une association syndicale libre de gestion forestière liée à la populiculture (culture en peuplements artificiels de peupliers) et la gestion de l'eau. La participation financière 2015 à la charge de la charte serait de 2 624 € pour la première action et 1 600 € pour la seconde action soit un total de 4 224 €. Le conseil communautaire unanime autorise la signature de cette convention.

10.4/ Convention avec CREABOIS.

CREABOIS est une structure associative qui constitue l'interprofession du bois dans le département de l'Isère. Cette convention a pour objet d'avoir une meilleure connaissance des entreprises de la filière bois, de leurs besoins afin de créer des relations étroites avec ces professionnels. Le coût de l'opération s'élève à 4 050 € dont 3 240 € à la charge de la charte forestière. Le conseil communautaire unanime autorise la signature de cette convention.

10.5/ Convention avec l'union régionale des associations de communes forestières de Rhône-Alpes (URACOFRA).

La charte forestière souhaite mettre en place un plan d'approvisionnement territorial (PAT) qui a pour objectifs de mettre en parallèle consommation et production de bois énergie, calculer les coûts de mobilisation de la ressource, proposer des scénarii d'approvisionnement. Outil développé par la fédération nationale des communes forestières, le PAT nécessite un partenariat avec l'URACOFRA. La contribution financière totale s'élève à 20 650 € dont 8 810 € à la charge des 5 EPCI.

Le conseil communautaire unanime autorise la signature de cette convention.

11/ Assainissement.

11.1/ STEP des Blâches : convention avec la société Eiffage.

Francis Charvet expose que, dans le cadre des travaux d'extension de la STEP des Blâches, la société Eiffage Génie Civil souhaite installer des locaux provisoires et stocker du matériel sur site, sur des parcelles propriété de la CCPR. Le conseil communautaire unanime approuve la signature à ce titre d'une convention d'occupation temporaire de ces parcelles à compter du 1^{er} décembre 2015 jusqu'à fin 2016, renouvelable de façon irrévocable par tacite reconduction mensuelle jusqu'à janvier 2018. Le loyer mensuel est fixé à 1 000 € charges comprises pour l'occupation du site et la mise à disposition des fluides alimentant locaux et engins. Ce loyer pourra être réajusté au regard des consommations constatées.

11.2/ Dégrèvements de factures émises sur exercice en cours.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet et avis favorable du conseil d'exploitation de la régie assainissement dans ses réunions des 6 octobre et 3 novembre 2015, prononce les dégrèvements des factures d'assainissement de l'exercice 2015 identifiées dans le tableau ci-dessous pour un montant total de 3 843,72 € TTC.

Régie d'assainissement du Pays Roussillonnais - Conseil d'exploitation du 07.10.2015								
Nom - Prénom	Conso réelle	Motif fuite	Conso moyenne	Facture initiale	Bordereau et titre	Montant facture initiale	M3 Dégrévés	Montant DGV. TTC
Lemaire Jackie	124	Gr.sécu. chaudière	97	2015 107 1871315100269 G	Pas pris en charge	355,28	14	12,17
Vincent Jean Pierre	270	WC	98	2015 108 0576615100001 U	Pas pris en charge	706,42	50	43,45
Perret Roland	238	Soupape Sécurité	39	2015 49 1151815400014A	134/225	587,97	100	80,3
Perret Gilles	53	Robinet	53	2015 40 2185215402283 G	106/195	160,99	15	13,04
Basini Grégory	307	Robinet d'arrêt	98	2015 106 5490215100711 J	145/245	750,13	209	167,83
Bonafous Julien	164	Portée Cptr	119	2015 106 4075515100440 K	145/245	449,57	45	36,14
Revel Crozat Jacques	377	Adoucisseur	298	2015 35 5188415300224 K	94/180	893,55	40	32,12
Ahlouche Redouane	1772	Canalisation	163	2015 125 4068915100008 W	147/241	4121,05	1609	1292,03
Campoy André	1160	Cana+joint	67	2015 107 0452815100002 E	Pas pris en charge	2719,27	1093	877,68
Dabanli Arif	301	Joint ap.cptr	117	2015 49 2073615400031 H	134/225	728,48	184	147,75
TOTAL GENERAL						2 702,51		

Régie d'assainissement du Pays Roussillonnais - Conseil d'exploitation du 03.11.2015								
Nom - Prénom	Conso réelle	Motif fuite	Conso moyenne	Facture initiale	Bordereau et titre	Montant facture initiale	M3 Dégrévés	Montant DGV. TTC
Hmidani Abdelrahmane	1044	Tuyau ss placo	582	2015 109 5086115100198 R	Pas pris en charge	2006,96	462	401,48
Bel Sylviane	181	Joint+Rob ap cptr	115	2015 106 5667715100541 H	145/245	457,44	66	53
Bel Sylviane	120	Joint+Rob ap cptr	31	2015 154 5667715100051 A	Pas pris en charge	285,13	89	77,34

Heredia Carmen	656	Canalisation	49	2015 49 1171515400015 E	134/225	1551,74	607	527,48
sci Roolyan	118	Canalisation	16	2015 32 5833715300005 A	90/176	343,08	102	81,91
TOTAL GENERAL							1 141,21	

12/ Projet d'action culturelle : demande de subvention.

Francis Charvet expose que, pour la 3^{ème} année consécutive, la médiathèque du pays roussillonnais accueille un auteur en résidence. Isabelle Simler réalise une œuvre de fiction à partir de dessins naturalistes revisités. Ce projet, d'un coût prévisionnel de 23 000 € TTC, recherche la sensibilisation aux arts et à la culture de tous les publics et en particulier le jeune public.

Le conseil communautaire unanime approuve les demandes de subvention à présenter à la Région Rhône-Alpes (6 000 €) et au département de l'Isère (7 000 €).

13/ SEDI : commission consultative des EPCI.

Luc Satre expose que la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique introduit la création avant le 1^{er} janvier 2016 d'une commission consultative entre tout syndicat exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité et l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du syndicat. Cette commission doit coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, mettre en cohérence leurs politiques d'investissement et faciliter l'échange de données. La commission comprend un nombre égal de délégués du syndicat et de représentants des EPCI concernés. Afin de respecter les délais imposés par la loi, le SEDI a créé cette commission consultative lors du comité syndical du 28 septembre. Dans le cadre de cette commission, le SEDI peut assurer pour le compte des EPCI l'élaboration du plan climat - air - énergie territorial ainsi que la réalisation d'actions dans le domaine de l'efficacité énergétique. Au niveau de la composition de la commission, chaque EPCI doit avoir un représentant ; du fait du nombre d'EPCI concernés (27), il est proposé que chaque EPCI désigne un seul représentant titulaire. Il est souhaité que ce représentant ne soit pas déjà membre du comité syndical du SEDI. Le conseil communautaire est appelé à désigner le représentant de la CCPR appelé à siéger au sein de la commission consultative avec les EPCI.

Par des votes unanimes, le conseil communautaire décide de procéder à cette élection à main levée et désigne Claude Lhermet comme représentant de la CCPR.

14/ Centre de planification et d'éducation familiale : convention avec le département de l'Isère.

Marie-Hélène Vincent présente la convention avec le département de l'Isère portant sur le financement du centre de planification et d'éducation familiale de Roussillon. Patrick Bédiaat relève que l'aide financière du département, dont le domaine d'action du CPEF relève de sa compétence, n'enregistre pas de progression alors que les charges augmentent. Il serait normal que le département de l'Isère majore sa subvention.

Le conseil communautaire, à l'unanimité moins 5 abstentions, approuve la convention sur le CPEF de Roussillon avec le département de l'Isère.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

Le Président,
F. CHARVET